

LA CONSOMMATION

LA CRÉATION POSSIBLE D'UN OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POULET À GRILLER—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations.

Étant donné que l'Association des producteurs de poulets à griller attend depuis longtemps la décision du Cabinet, savoir la création d'un office de commercialisation qui répondrait à long terme aux intérêts des consommateurs, étant donné que le ministre de l'Agriculture a dit publiquement qu'il était favorable à ce projet, le ministre de la Consommation et des Corporations est-il disposé aujourd'hui à dire à la Chambre s'il est prêt à appuyer le ministre de l'Agriculture pour que ce projet soit annoncé le plus tôt possible?

[Traduction]

L'hon. A. C. Abbott (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, le député a raison de parler du ministre de l'Agriculture, parce que cette politique relève justement de lui. Je pense que dans sa dernière réponse, il a dit que le cabinet va étudier prochainement la question.

[Français]

M. La Salle: Monsieur le président, je m'adresse de nouveau au ministre de la Consommation et des Corporations. Étant donné que cet office de commercialisation aura quand même des conséquences intéressantes pour les consommateurs, le ministre peut-il dire à la Chambre s'il est disposé à appuyer le ministre de l'Agriculture, lequel semble avoir besoin de l'appui du ministre de la Consommation et des Corporations pour faire l'annonce que nous attendons depuis longtemps?

[Traduction]

M. Abbott: Monsieur l'Orateur, sur cette question, je préfère réserver mes observations au cabinet, où elle est à l'étude, plutôt qu'au député de Joliette.

* * *

[Français]

LES PÉNITENCIERS

LA POSSIBILITÉ D'APPLIQUER LES RECOMMANDATIONS DU SOUS-COMITÉ—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jacques Lavoie (Hochelaga): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général.

Étant donné les questions posées hier à la Chambre, et en particulier à la suite d'une de ses réponses, savoir qu'un groupe consultatif composé de la Gendarmerie royale du Canada, du Service canadien des pénitenciers et de la Commission des libérations conditionnelles serait mis sur pied afin d'étudier les recommandations faites par le sous-comité de la justice et des questions juridiques, le ministre peut-il dire à la Chambre si, après ces trois semaines, lorsque ce groupe d'étude du rapport fera des recommandations au ministre sur les recommandations du sous-comité, il appliquera celles présentées par ce groupe d'étude ou celles présentées par le sous-comité, ou encore consultera-t-il le sous-comité, étant donné que les journaux de ce matin ont «parlé», et que cela porte un petit peu à confusion?

Questions orales

L'hon. Francis Fox (solliciteur général): Monsieur le président, je remercie l'honorable député de sa question. S'il y a confusion, je voudrais évidemment clarifier la situation le plus tôt possible. Le mandat que j'ai donné à un groupe de hauts fonctionnaires de mon ministère consiste à examiner le plus rapidement possible les recommandations qui ont été faites par le sous-comité et d'identifier plus précisément celles qui pourraient être mises en application le plus rapidement possible. J'ai donné des instructions précises afin que ces fonctionnaires me fassent des recommandations dans ce sens-là, et non pas pour qu'ils me donnent les raisons pour lesquelles les recommandations ne pourraient pas être mises en vigueur. Je leur ai plutôt demandé de m'indiquer quelles recommandations, et je pense qu'il y en aura sûrement un certain nombre, pourraient être mises en vigueur le plus rapidement possible.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES

L'OPPORTUNITÉ D'UNE RÉDUCTION DE L'INTÉRÊT BANCAIRE SUR LES PRÊTS À LA CONSOMMATION

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Finances, tout en sollicitant l'attention du ministre de la Consommation et des Corporations? Malgré que le taux bancaire soit descendu ces deux ou trois dernières années à 7.5 p. 100, après avoir atteint le sommet de 9.5 p. 100, les banques à charte continuent d'exiger 13.5 p. 100 pour les prêts à la consommation. Le gouvernement va-t-il faire en sorte que le Canadien moyen bénéficie lui aussi de cette réduction du taux bancaire?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je réfléchirai à la question.

* * *

LES SERVICES SOCIAUX

LES AMÉLIORATIONS ENVISAGÉES AU TRAITEMENT DES AVEUGLES

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Vu les difficultés éprouvées par les handicapés physiques du pays, et surtout par les aveugles, le ministre veut-il nous dire où en est le rapport «Vision Canada»? Est-ce qu'on va donner suite à celles de ses recommandations qui sont justifiées?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, des démarches ont été entreprises sur les recommandations qui concernent mon ministère et sur lesquelles il peut agir. Un certain nombre d'autres recommandations s'adressent à l'Institut national canadien des aveugles, et cette association étudie présentement ces recommandations, et a aussi mis en application un certain nombre d'entre elles. Nous travaillons étroitement avec l'Institut national canadien des aveugles, pour mettre en œuvre les recommandations de ce rapport.